

LE GOUVERNEMENT EN ACTION



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

**TOGO/INCLUSION FINANCIÈRE :
LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT PRÉSENTE LES RÉSULTATS
DES ACTIONS SOCIALES DE SON DÉPARTEMENT AUX
REPRÉSENTANTS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
ET AUX PARTENAIRES TECHNIQUES.**

VENDREDI, 03 MAI 2019



TOGO/INCLUSION FINANCIÈRE :

LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT PRÉSENTE LES RÉSULTATS DES ACTIONS À IMPACT SOCIALES DE SON DÉPARTEMENT AUX REPRÉSENTANTS DU SYSTÈMES DE NATIONS UNIES ET AUX PARTENAIRES TECHNIQUES.

Plusieurs actions sont menées par le gouvernement togolais pour satisfaire au mieux les couches les plus défavorisées ou encore rendre certaines Togolaises et Togolais économiquement plus actifs. Le Secrétariat auprès de la Présidence de la République chargé de l'inclusion financière et du secteur informel crée depuis Septembre 2017 englobe un ensemble de programme qui concourt à cet objectif.

Les résultats des principaux programmes portés par ce département présidentiel, School Assur, le Fonds national de la finance inclusive et la Délégation à l'organisation du secteur informel ont ainsi été présentés ce vendredi 3 mai 2019 au cours d'une rencontre au nouveau Palais de la Présidence.



Cette rencontre avait pour objet principal de partager avec les partenaires de hauts rangs, les mécanismes mis en place par l'Etat Togolais qui vise à concourir au bien être des couches les plus vulnérables et les résultats obtenus.

Ces programmes et leurs résultats présentés, ont reçu la satisfaction des partenaires techniques qui ont exprimé leur soutien.

Pour l'année scolaire 2017-2018, 1.587.000 d'élèves à travers tout le territoire national ont été assurés gratuitement. Pour l'année scolaire 2018-2019, le nombre d'élèves bénéficiaires s'est accru, atteignant 1.768.943 assurés au 30 Avril 2019.

Ils sont 635.754 à réellement bénéficier de prises en charge sanitaires au cours de la première année. Le programme a ainsi contribué pour 16% des recettes des formations sanitaires pour la première année de mise en œuvre. Qu'ils soient de la région de la Kara (25%), de la région

centrale (18%), de la région maritime (25%), de la région des savanes (10%), de la région des plateaux (17%) ou de Lomé commune (5%), ils ont bénéficié de soins dans le cadre de School Assur. Les prestations ont été diverses : 245.203 consultations médicales ont été



enregistrées ; 1283 élèves malades ont bénéficié d'hospitalisation ; 34.039 élèves ont subi gratuitement une intervention chirurgicale et 291.245 ont eu accès à des prestations pharmaceutiques et 63.984 analyses médicales ont été faites pour le compte de School Assur.

Au 30 avril 2019, pour le compte de l'année académique en cours, 178.503 prises en charge ont été faites. Soit 71.153 consultations, 22.784 analyses médicales, 82.209 recours à la pharmacie, 1106 hospitalisations et 1251 chirurgies effectuées.

Du côté du Fonds national de la Finance Inclusive, durant les cinq années d'exercice, soit de 2014 à 2018, plus de 80,847 milliards FCFA de crédits ont été accordés pour 926.352 bénéficiaires et 626.849 renouvellements, soit un total de 1.553.201 crédits octroyés dont 110

000 pour l'année 2018. Un taux global de remboursement qui s'est amélioré se fixant à 95% en 2018 contre 67% à la même période en 2017. Danyi, Cinkassé, Oti et Tandjoaré sont dans l'ordre les quatre meilleures préfectures en matière de remboursement.

Les résultats au niveau de la délégation à l'organisation du secteur informel sont tout aussi édifiants. Pour le programme « Zokéké », 1400 conducteurs ont été formés et accompagnés, permettant ainsi la création 1400 entreprises de transport. Dans le même temps, pour ce qui concerne les accompagnements divers des acteurs informels, 1712 établissements de pièces d'identité ont été faites. L'ambition, c'est de finaliser dans les prochains mois la stratégie nationale de formalisation du secteur, les réformes organisationnelles qui doivent permettre, par la gestion axée sur les

résultats de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par l'Axe 3 du Plan National de Développement.

Les échanges ont permis aux partenaires

déjà parties prenantes dans ces programmes d'évaluer l'impact de leurs contributions et aux nouveaux d'avoir une meilleure visibilité des actions auxquelles ils peuvent prendre part.